

Grand Débat
30 janvier 2019
Saint-Cyr-au-Mont-d'Or

La séance commence à 20 h 07.

M. GRIVEL

Bonsoir, Mesdames et Messieurs, bonsoir, tout le monde. Nous vous vous proposons de commencer cette réunion qui correspond à la notion du Grand Débat National, c'est ce que nous allons commencer ensemble. Je fais simplement l'introduction pour que tout le monde se resitue, mais c'est sûr que vous allez vous-même nous faire part de la manière dont vous appréhendez la situation actuelle, la manière dont vous appréhendez les événements actuels. Notamment ceux qui ont débuté à partir de mi-novembre, jusqu'à maintenant. Vous allez aussi nous dire comment vous ressentez, comment vous analysez les orientations qui sont choisies aujourd'hui pour notre pays. C'est pour cela que ça s'appelle un Grand Débat National. Il est important que vous ayez, vous, la possibilité de vous exprimer sur un ensemble d'éléments qui vous tiennent à cœur, et vous allez voir de quelle manière nous allons pouvoir balayer les différents sujets qui sont ici.

Il s'agit donc bien – et c'est cela qui est important – d'avoir le temps nécessaire pour que vous puissiez vous exprimer. Nous avons dit que c'était aussi des analyses, mais cela peut être aussi des solutions, des propositions. Elles peuvent être tout à fait précises, dans un domaine tout à fait précis, ou d'une manière plus générale. Il est donc tout à fait clair que le contenu de cette réunion vous appartient. Nous sommes là à votre disposition pour que le débat, l'échange entre vous et entre nous – et surtout entre vous – se passe de la manière la plus calme et respectueuse possible. C'est vrai que l'on peut avoir un peu de tempérament pour exposer ses idées, et c'est bien normal. Voilà les quelques mots que je voulais vous donner, bienvenue. Ce Grand Débat on y tient, on l'a préparé, et c'était important. Nous l'avons préparé bien sûr avec l'équipe municipale. Je vais vite passer la parole à Yves LACROIX, qui est adjoint, en charge du service avec les habitants, qui va prendre en charge le déroulement et l'animation de cette soirée. Nous nous inscrivons tout à fait dans ce qui a été demandé, c'est-à-dire de mettre à disposition, de faciliter le fait que l'on puisse passer un bon moment ensemble.

Yves LACROIX, je vous passe la parole. Il va donc vous donner aussi quelques caractéristiques du déroulement de cette soirée. Et puis à deux avec Patrick GUILLOT ils ont préparé, et ils ont la possibilité aussi de se balader et de vous passer les micros nécessaires pour que vous puissiez vous faire connaître d'une part, et vous faire prendre part au débat.

Yves et Patrick, à vous.

M. LACROIX

Bonsoir à toutes et à tous. Effectivement, nous avons à faire avancer ce Grand Débat pour lequel nous avons reçu, vous avez reçu, une lettre longue et détaillée du Président de la République, fixant quatre thèmes que nous allons aborder successivement. Nous avons deux heures devant nous, on s'est donné vingt à vingt-cinq

minutes par thème, de manière à essayer de mettre un peu d'ordre dans la discussion. Plus un dernier que je qualifierais de « tout venant », c'est-à-dire tout ce qui n'est pas compris dans les différents thèmes.

Quels sont ces thèmes, dans l'ordre où cela a été cité :

- La transition écologique ;
- La fiscalité et les dépenses publiques ;
- Démocratie et citoyenneté ;
- L'organisation de l'État et les services publics ;
- Les autres thèmes.

Un certain nombre de règles nous ont été proposées, que vous allez pouvoir lire ici. Ce sont des règles à la fois de courtoisie et de bon sens :

- respecter les opinions de chacun ;
- contribuer avec des propositions. Je crois que c'est le mot qui est important. Nous, nous sommes ici comme facilitateurs. C'est-à-dire, pouvoir vous permettre de vous exprimer, le faire dans le calme, et surtout vous permettre d'aller au bout de vos idées. En veillant de votre côté à ce qu'elles s'expliquent d'une manière suffisamment courte pour laisser de la place aux autres intervenants ;
- ne pas exprimer de contenus contraires à la loi, ni diffuser de fausses informations ;
- éviter toute forme de prosélytisme. Nous ne sommes pas dans un meeting, nous sommes dans un débat nation ;
- ne pas porter atteinte à autrui ;
- ne pas tenir de propos injurieux, haineux, discriminatoires ou faisant l'apologie de crimes de guerre. C'est ce qui figurait dans la lettre.

C'est un échange qui se doit d'être calme et respectueux, et surtout constructif par les propositions que vous apporterez. Si vous ne pouvez pas, si vous n'avez pas en tête, ou si vous avez des idées après la réunion qui vous viennent : un site a été ouvert où chacune et chacun d'entre vous pourront apporter leur contribution. Vous pouvez en prendre note, c'est « www.grand-débat.fr », ce n'est pas trop difficile à s'en souvenir. De cette manière-là il sera possible dans les jours qui viennent, et jusqu'au 15 mars pour être précis, de continuer à apporter vos propositions de solutions, vos idées, et quelquefois aussi peut-être, vos critiques. Voilà.

Une question qui est posée très régulièrement aujourd'hui : que va-t-il se passer ? Nous sommes assistés par Madame Forêt qui est une sténotypiste professionnelle. Elle va prendre note de toutes les propositions que vous ferez. Sans un ordre précis, tel qu'elles viennent, mais thème par thème, puisque nous allons aborder les thèmes les uns après les autres. Elles seront ensuite adressées à la mission Grand Débat, et ensuite, les choses ne nous appartiennent plus. Ce qui en sera fait, nous le découvrirons tous le moment venu, après le

dépouillement des réunions telles que celle-ci, qui ont lieu plus ou moins dans toute la France, et qui doivent conduire – si les engagements pris ont été respectés – à un certain nombre de décisions sous des formes à déterminer, que nous ne connaissons pas encore aujourd’hui.

Avez-vous des questions sur le déroulement ?

Simplement un mot pour dire merci également à un certain nombre d’élus de Saint-Cyr-au-Mont-d’Or. Conformément à la demande qui a été faite dans la lettre du Président de la République ils sont aussi là pour écouter, pour mesurer quelles sont vos préoccupations. Et non pour poser des questions qu’ils auront toute la possibilité de poser en tant que citoyens sur des sites ou dans d’autres réunions de ce même type qui auront lieu dans des communes avoisinantes. Ou plus loin d’ailleurs, puisque tout le monde peut aller partout. C’est pour cela qu’il ne faut pas s’étonner s’ils n’interviennent pas.

Y a-t-il des questions ? Oui, monsieur.

Un participant

Tout ce qui va être dit ce soir, toutes les propositions seront prises en compte et tapées en sténo. C’est les propositions uniquement que vous prenez, ou bien c’est l’ensemble ?

M. LACROIX

C’est tout ce qui va être dit. L’hypothèse que l’on privilégie, c’est qu’il y aura plus de propositions que de constats. Moi je n’espère rien, c’est ce que je pense. Nous sommes tous là pour essayer de faire émerger des solutions à partir de propositions que vous avez en tête.

Autres questions ? Non, alors on va y aller.

Je vous propose que l’on prenne dans l’ordre. Avec Patrick GUILLOT, qui va animer ce débat avec moi, il est adjoint également. Aux fêtes et cérémonies – chacun appréciera – mais aussi aux sports, et d’une manière générale à la vie associative de la commune, dont il s’occupe tout au long de l’année. Il va comme moi veiller à ce que chacune et chacun d’entre vous puisse s’exprimer. N’hésitez pas à lever la main, à manifester d’une manière ou d’une autre votre souhait de vous exprimer. Nous sommes suffisamment nombreux pour que cela ne puisse être réussi qu’avec votre contribution.

M. GUILLOT

Pour compléter les propos d’Yves, juste vous dire qu’à la fin de ce Grand Débat nous pourrons nous retrouver pour un verre de l’amitié à l’entrée, et échanger tout à fait librement. Et peut-être sur des sujets plus locaux si vous le souhaitez, puisque des élus seront là, mais en tout cas, pas dans cette salle.

M. LACROIX

- **La transition écologique**

Nous allons commencer par la transition écologique. C’est toujours difficile de se lancer en premier, mais après, cela vient. Monsieur, je vous passe le micro.

Un participant

Je voudrais faire une première remarque sur la transition écologique. Ce n'est pas une transition écologique notre problème, c'est une transition énergétique. Il faut bien se rendre compte que c'est (??).

Le deuxième point c'est : quelle est la position de la France aujourd'hui ? La France est parmi les meilleurs de la classe. Qui sait ici qu'un français moyen produit deux fois moins de CO2 qu'un Allemand ? 50 à 100, c'est dans le rapport : 1 à 2. Cela, c'est grâce aux équipements énergétiques de la France : l'hydraulique, et le nucléaire pour ce qui concerne l'électricité. Cela, c'est le premier point que je voulais faire.

À l'échelle mondiale, le problème c'est le charbon, qui est le plus grand vecteur de la production énergétique du monde, qui aujourd'hui se trouve essentiellement en Asie et aux États-Unis. Il faut savoir que le charbon produit deux fois plus de CO2 que le gaz. Deux fois plus de CO2, c'est de la chimie de la classe de quatrième. Le vrai problème est de réduire le charbon. Je m'étonne un peu que l'on ait fermé des centrales de charbon sans même étudier le passage au gaz, alors qu'elles représentent en France moins de 0,5 % des émissions de CO2. Voilà ce que je voulais dire.

Quant aux énergies renouvelables, je vais choquer beaucoup de personnes, mais je trouve que c'est un gâchis financier. On va installer des éoliennes et des panneaux solaires dont le taux moyen de marche sur une année normale est entre 18 % et 22 %. Parce que quand il y a trop de vent cela ne tourne pas, quand il fait nuit, cela ne tourne pas. Vous voyez bien que l'on va dépenser des sommes fortes pour des productions très réduites. Je ne condamne pas les énergies renouvelables, mais de grâce, réalisons ce que cela veut dire en termes financier et en termes d'économie. Voilà ce que je voulais dire.

M. LACROIX

Merci beaucoup, monsieur. D'autres questions ?

Un participant

J'habite à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or et je voudrais dire que dans notre façon de consommer on peut participer à la transition écologique en consommant des choses plus durables, et éviter de passer son temps à changer son matériel, changer pour suivre le dernier cri. On peut participer très nettement à faire de l'écologie.

M. LACROIX

Merci. Monsieur.

Un participant

J'ai trois ou quatre propositions : deux ou trois au niveau local et deux ou trois – cela fait cinq ou six d'ailleurs – au niveau plus national. Au niveau local, parce que l'écologie cela se joue sur place, ce n'est pas simplement un grand débat national, voire mondial, comme on vient d'en avoir un. Énergie renouvelable : je pense que les énergies renouvelables peuvent jouer un rôle. Très concrètement, je me posais la question de savoir si ces énergies renouvelables ont été prises en compte, par exemple dans le projet de la très grande bibliothèque, qui va bientôt démarrer. Est-ce qu'il a été prévu de poser des panneaux solaires ? Est-ce que d'une manière générale sur les bâtiments municipaux on a repéré les endroits où l'on pouvait poser des panneaux solaires ? C'est vrai aussi pour les particuliers.

Question transport : est-ce que la municipalité de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or pourrait éventuellement participer au cofinancement de deux ou trois bus électriques sur la ville ? Ce qui éviterait les émissions de diesel sur un endroit qui est un peu sensible.

Troisième proposition locale : comment peut-on faire pour accélérer la mise en place des vélos, y compris vélos électriques d'ailleurs peut-être. Cela, c'est local.

Puis deux propositions nationales : je pense qu'il serait intéressant de mieux communiquer sur les économies engendrées par le recours aux énergies renouvelables. Ce n'est pas très évident de trouver une véritable information, savoir quand on met un panneau solaire, est-ce que l'on récupère 500 euros, 3 000 euros ou 5 000 euros par an. Quand on se balade sur Internet, on a des renseignements très variés et très différents.

Pour appuyer ce que vient de dire un participant, je pense que la meilleure manière d'assurer la transition écologique, c'est effectivement de quitter un peu notre modèle de consumérisme à tout crin, de ne pas faire de la consommation le sommet et le centre de notre vie et de revenir sur des consommations un peu plus modestes.

M. LACROIX

Merci. Monsieur.

Un participant

Bonsoir, j'habite à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. J'ai une proposition très concrète en ce qui concerne les municipalités en France. Je me demande pourquoi on ne pousse pas plus vite l'équipement de véhicules électriques dans les communes. Il existe des constructeurs, comme par exemple TATA en Inde, qui est le numéro un Indien, qui fabrique toutes sortes de véhicules – y compris des camions – à propulsion électrique. Je trouve que l'effort que l'on fait en France pour équiper les municipalités des véhicules électriques est extrêmement faible, on pourrait faire un effort là-dessus. Dans les îles d'ailleurs, ce serait encore plus important. Par exemple à Porquerolles, ils ont fait un très gros effort, tous les véhicules sont électriques. On pourrait faire cela en Corse, et dans toutes les îles de France, et il y en a beaucoup. Merci.

M. LACROIX

Merci. Monsieur.

Un participant

Bonjour, je suis Saint-Cyrôt. Je voulais simplement dire qu'à mon avis aussi, mais si je suis très d'accord par ce qui a été dit par ces deux messieurs à côté de moi. Je voudrais dire que dans ce Grand Débat je pense qu'il y a peut-être un moment où il ne faudra pas oublier de croiser les différents éléments. Je pense que la citoyenneté et la transition écologique peuvent se croiser. J'interviendrai donc à la fin du débat si vous permettez. Merci.

M. LACROIX

D'accord. Monsieur.

Un participant

Je voudrais juste faire une remarque par rapport au « tout électrique ». Le « tout électrique » a actuellement une limite, notamment au niveau de l'autonomie. Je pense qu'il ne faut pas favoriser à fond l'électrique, mais

il faut favoriser à fond les recherches sur les moteurs à hydrogène. Parce que c'est là que nous aurons moins de pollution comme rapport à l'électrique.

Une participante

En ce qui concerne l'écologie et le consumérisme notamment, il faudrait penser à consommer local. Local ou national, mais éviter d'acheter des choses qui viennent de Chine ou de très loin, parce que là cela pollue aussi pour ramener toutes ces choses vers chez nous. Évidemment, les énergies renouvelables.

En ce qui concerne l'électricité c'est bien joli, mais les voitures électriques fonctionnent avec des batteries, dans lesquelles on utilise des métaux rares, et cela aussi, il faut y penser. Voilà.

Un participant

Je suis Saint-Cyrôt. Moi, j'ai plusieurs propositions à faire. Sur le plan local, bien sûr favoriser les bus, transports en commun et couloirs de bus. Parce que quand on descend de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or vers Lyon le matin, il n'y a pas de couloir de bus, on ne prend pas le bus, on prend sa voiture. Les pistes cyclables, il y a quand même beaucoup de choses à faire là-dedans. Puis alors, au niveau national et même international, j'ai découvert cela récemment, qu'en fait le kérosène pour les avions n'est pas taxé. Il n'est pas taxé, sauf aux États-Unis. On taxe l'essence partout pour ceux qui vont travailler avec leur véhicule. J'ai regardé sur Internet, et j'ai noté qu'il y a 4,1 milliards de passagers dans le monde en 2017, et c'est +6 % chaque année. Si on taxait un peu le kérosène, on pourrait faciliter la transition écologique.

Après, je vais peut-être faire bondir certains, mais j'ai vu quand même qu'il y avait eu un certain rétropédalage au niveau national concernant le glyphosate. On a dit que finalement ce ne serait peut-être pas trois ans, mais ce serait peut-être un peu plus.

Et aussi une des propositions – c'est mon fils qui me l'a glissée dans l'oreille – c'est qu'aujourd'hui il existe une indemnité pour les salariés qui se déplacent à vélo, qui est maximale pour l'année, de 200 euros. Si on l'augmentait, on pousserait peut-être beaucoup plus de jeunes et de personnes à aller travailler à vélo.

M. LACROIX

Juste une petite précision sur ce que vous avez dit sur le glyphosate. Ce que vous voulez dire, c'est qu'il faut accélérer ?

Un participant

Bien sûr ! Mais quand on voit que Monsieur TRAVERT, ministre de l'Agriculture, à 5h00 du matin réunit son équipe pour faire refuser cet amendement que certains avaient déjà eux-mêmes déposé, c'est quand même un peu gros.

M. LACROIX

C'était pour préciser vos propos.

Une participante

Une petite remarque à propos de la taxation du kérosène. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Mais j'ai lu moi aussi et j'ai entendu dire que c'est un problème de concurrence entre les différentes compagnies aéronautiques mondiales. Il faudrait que ce soit un problème mondial. Si nos compagnies Air France et autres

augmentent valablement et de façon importante le prix du transport, ce sont nos compagnies qui risquent d'en partir.

Une participante

Je voulais répondre aussi sur le glyphosate. En attendant qu'il y ait une loi plus coercitive, on peut peut-être acheter du bio.

J'ai une autre remarque à propos des cheminées. En Suisse il y a une grosse législation qui entoure ce que l'on met dans les cheminées notamment. C'est une pollution énorme. J'habite dans un coin où je ne peux plus respirer. J'ai attendu 4h de l'après-midi l'autre fois pour ouvrir mes volets, sachant que j'avais une cheminée qui crachait dans mes fenêtres. J'avais le choix entre la pollution de la cheminée ou rester dans la nuit. La métropole a mis en place des filtres qui ne sont pas obligatoires, mais voilà, peut-être que l'on pourrait relativiser ces filtres, et peut-être à se mettre en adéquation avec la législation suisse.

M. LACROIX

Merci. Essayez s'il vous plaît de parler le plus près possible du micro, et avec une voix forte.

Un participant

Pour relier Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (??), il y aura peut-être un moyen, qui est étudié dans certaines autres villes, c'est le téléphérique. Il semblerait qu'il soit plus facile d'adapter un téléphérique, parce qu'il y a plus de foncier pour le téléphérique, alors qu'il y en a peu pour faire de doubles voies, des voies protégées pour les bus. Je sais que c'est à l'étude, c'est à la Métropole, on ne sait pas où cela en est.

Un participant

La seule chose qui m'importe par rapport à ce qui a été dit : c'est pourquoi les scientifiques, les politiques et les techniciens ne parlent pas tous d'une même voix ? Parce qu'en fin de compte, on nous dit tout et n'importe quoi. L'essence pollue, maintenant on nous parle de l'électricité, les batteries de voitures ça pollue aussi. On ne nous dit pas que cela pollue. Quelle est la vérité ? En fin de compte, la seule chose importante c'est l'argent, et le reste on n'en entend pas parler.

Une participante

Je suis d'accord avec la plupart des choses qui sont dites. Je voudrais juste dire une chose, c'est sur l'international. Parce qu'on nous dit de faire attention sur l'écologie, etc., mais on apprend que par exemple en Guyane, on est prêt à détruire l'Amazonie pour sortir de l'or. Je trouve cela absolument absurde, alors qu'on nous dit de faire nous, attention à l'écologie et à la nature. Là, on veut détruire des hectares de forêts qui sont quand même les poumons de la terre. Je trouve cela un peu dommage.

Un participant

Je voudrais rebondir sur ce que la première personne a évoqué à propos des énergies renouvelables et de l'absurdité qui depuis l'origine a subventionné de façon notable leur installation. Il y a un rapport de la Cour des comptes intéressant, qui vient de refaire le point sur le sujet, et qui a identifié que 100 milliards d'euros avaient déjà été payés par les Français. Vous vous souvenez, cela a commencé par une taxe sur l'électricité, une contribution pour le développement des énergies renouvelables, et cela a continué ensuite par l'essence. De plus dans le futur, d'après ce qui serait dans le tuyau des mesures à venir, ce serait un doublement de cette somme à laquelle il faudrait s'attendre pour les années qui viennent. C'est-à-dire, encore 200 milliards

d'euros. Les énergies renouvelables, l'éolien et le solaire, cela fait maintenant quand même plusieurs dizaines d'années que nous avons commencé à les exploiter. Il était dit qu'il fallait commencer à en installer de façon à en faire baisser leur coût. Depuis qu'elles sont installées, je pense que les coûts ont baissé, les propositions sont maintenant importantes dans tous ces moyens, et il ne faut plus attendre à ce que cela baisse beaucoup.

Monsieur a rappelé que c'était 20 % – j'avais en tête 25 %, mais peu importe – de l'énergie qui est produite par ces engins-là par rapport à la puissance maximale. Une éolienne, si elle tournait en permanence à sa puissance maximale, elle produirait un certain niveau d'énergie sur une année. Le résultat est qu'au bout d'une année nous n'avons que 25 %. Le résultat en général – et c'est ce qui se passe en Allemagne en particulier – c'est que quand on installe des éoliennes un peu partout, pour être capable de subvenir au manque lorsque le vent est insuffisant, on est obligé d'installer autre chose. Et quand on a arrêté effectivement les centrales nucléaires, il ne reste plus que du thermique, à gaz ou au charbon.

Ce que je voudrais ajouter à propos de la contribution de la France. Monsieur a dit que la contribution était faible, c'est 0,9 %. La France représente 0,9 % de la production mondiale de CO2. Est-ce que c'est sur ces 0,9 % que l'on doit forcer les Français à faire des efforts énormes, alors que l'on sait que les Américains ne font pratiquement rien, que les Chinois en font peu. Par rapport aux plus grands pays, nous sommes effectivement exemplaires, pour les raisons qui ont été dites.

Un participant

Je voulais juste ajouter une contribution au débat concernant les énergies renouvelables. J'ai entendu récemment que le Portugal avait fait d'énormes investissements en termes d'énergie par panneaux solaires et éoliennes. Ils sont arrivés à certains moments de l'année – alors évidemment, peut-être des moments plus propices – à une quasi-autonomie de leurs ressources énergétiques. C'est sans doute à creuser, mais c'est quand même intéressant de le savoir. Parce que quand on pense à ces pays qui sont très ensoleillés et qui ont beaucoup de vent, ce serait le cas par exemple du Maroc également, etc. On se dit que c'est quand même dommage de faire brûler du pétrole pour fournir cette énergie. Cela, c'était mon premier point.

Ce que je voulais dire c'est qu'en matière d'énergie, la meilleure énergie qui soit, c'est celle que l'on ne consomme pas, et cela, c'est un point très important. Effectivement, je pense qu'avec la crise du climat évidemment, mais aussi l'appauvrissement de toutes nos ressources, que ce soit le pétrole, et le nucléaire aussi, qui viendra bien un jour. OK, les scientifiques vont peut-être faire des miracles, mais enfin, malheureusement on les attend ces miracles. La meilleure énergie c'est celle que l'on ne consomme pas, et ce que je pense c'est que nous serons obligés – peut-être pas les personnes de ma génération – mais les plus jeunes, voire nos enfants et petits-enfants, ils seront obligés un jour à aller vers plus de sobriété, à arrêter de dépenser de l'énergie pour rien. Pour moi, c'est une des questions principales.

M. LACROIX

Bien, nous approchons de la fin de cette séquence. Nous allons prendre une ou deux dernières questions.

Un participant

Effectivement, je suis tout à fait d'accord avec vous, je pense qu'il faudrait aller vers une société plus sobre. Aujourd'hui un français moyen consomme environ sans qu'il le sache, 4 litres de pétrole par jour. Cela comprend évidemment la voiture, plus tout ce que nous consommons indirectement. Ce qu'il faudrait c'est

sensibiliser je pense les gens sur cette nécessaire sobriété. Notamment quand on prend l'avion, on consomme autant qu'une voiture. Ce qui veut dire que quand on fait Paris / New York aller-retour, c'est très sympathique pour un weekend ou pour huit jours, mais on va consommer l'équivalent de 15 000 kilomètres que l'on ferait dans sa propre voiture. Je pense que les taxes c'est quelque chose, mais il faut surtout sensibiliser les gens sur le fait qu'en France on consomme beaucoup de pétrole, même si nous sommes très bons en énergie électrique. Tout ce qui produit par l'énergie électrique représente 15 % de l'énergie nécessaire pour que l'on vive en France. La sobriété est sans doute nécessaire pour les années qui vont venir.

Un participant

Je voulais faire un commentaire concernant la pollution et la circulation. En fait, en France on est un peu au centre de l'Europe avec une grande tradition ferroviaire. Il n'empêche que quand on va sur les routes on s'aperçoit que les camions ils entrent tous au même endroit en Espagne, ils vont tous au même endroit à la frontière belge ou à la frontière allemande. Je ne comprends pas pourquoi on n'a pas des camions que l'on met sur des trains à la frontière espagnole et que l'on retrouve à la frontière belge.

M. LACROIX

Une dernière question sur ce thème ?

Un participant

C'était juste un point pour la sensibilisation. Effectivement, il faut changer les comportements, mais il faut changer les comportements très tôt. Donc il faut accentuer la sensibilisation à l'écologie à l'école. Il n'y a pas assez d'actions aujourd'hui pour sensibiliser les comportements et montrer que l'on est exemplaire. D'abord les parents, et ensuite l'environnement de l'école pour inciter à ce changement de comportement, qui commence dès l'enfance.

M. LACROIX

Merci beaucoup.

Une participante

Juste une chose : c'est bien de nous demander à nous de faire attention écologiquement, mais il faut le demander aussi aux entreprises, style le suremballage des gâteaux pour les enfants ou n'importe. Faire attention aussi au niveau des entreprises. Nous faisons énormément d'efforts, mais je pense qu'il faut aussi les demander au départ.

M. LACROIX

Merci. Je vous rappelle que si plus tard, cette nuit, des idées vous viennent, inspirées par le débat : « www.grand-debat.fr ». Vous avez jusqu'au 15 mars, je vous le répéterai encore.

Je vous propose de passer au second thème.

- **Fiscalité et dépenses publiques**

Tout à l'heure vous aurez « organisation des services publics ». Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Là, nous sommes dans le domaine de la fiscalité et de la manière dont l'État, les dépenses publiques en général d'ailleurs, pas que l'État, utilisent les impôts de toute nature, que nous sommes amenés à payer. C'est un autre sujet, qui est également assez chargé. Vous avez la parole.

Un participant

Nous avons encore trois ou quatre propositions. La première va peut-être faire un peu... : instaurer une réelle progressivité de l'impôt sur le revenu. Sachant qu'actuellement on voit que l'on atteint le maximum, autour de 40 % au niveau du salaire moyen, les ménages qui sont au milieu. Ensuite cela stagne, puis cela redescend. Il faudrait qu'il y ait une réelle progressivité pour le dernier décile, le décile supérieur. Et surtout pour le dernier centile, parce que dans le dernier centile le taux de prélèvement rediminue, et passe de 40 % à 30 %, assez paradoxalement. Pour les derniers centiles, il y a une baisse du taux de prélèvement, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer.

Deuxième proposition, c'est un vœu pieux, mais on peut le dire quand même : une simplification drastique du système d'imposition en France. Je crois que cela a été un peu commencé, de supprimer tous les impôts et taxes à rendement on pourrait presque dire négatif, c'est-à-dire ceux qui coûtent pratiquement plus cher à collecter que ce qu'ils rapportent. Et autre chose qui simplifierait aussi beaucoup les déclarations, pas forcément la suppression, mais une grosse réduction de l'ensemble des niches fiscales avec peut-être en contrepartie une diminution des tranches d'imposition. S'il y a moins de niches, on peut effectivement peut-être diminuer les tranches d'imposition, cela simplifierait quand même le travail de tout le monde.

Deux propositions concernant des réductions, parce que cela faisait partie des 82 questions posées : réduire le budget de la défense par la suppression de la dissuasion nucléaire, qui ne sert strictement à rien, et qui par définition ne sert à rien. Et qui sur un plan moral a aussi quelques inconvénients. Et puis peut-être, se poser la question ou essayer de comprendre pourquoi en France l'Éducation nationale coûte à peu près un point de PIB en plus qu'en Allemagne pour un résultat nettement inférieur. Un point de PIB en plus, et dix ou quinze places en dessous.

Dernier point, peut-être un budget à augmenter, c'est la part de l'aide publique au développement. Cela peut permettre - un peu farfelu - mais permettre aux pays les plus pauvres de se développer, c'est aussi une manière de rétablir un peu de justice sociale. C'est peut-être aussi une manière de baisser notre propre consommation.

Un participant

J'ai peut-être une proposition qui relève plus de la fiscalité et des services publics. Cette proposition part d'un constat, elle concerne le logement. Dans notre monde actuel, on s'aperçoit que des personnes vivent seules parfois dans de grands appartements, dans de grandes maisons. Et d'un autre côté il y a des personnes qui recherchent des logements et qui n'en trouvent pas. Comment pourrait-on faire se rencontrer ces deux mondes ?

Mon idée était de dire – par des textes appropriés, avec l'aide de l'assistante sociale et des services sociaux – pourquoi ne pas favoriser les propriétaires en les autorisant à loger gratuitement ces gens-là qui cherchent un logement. En échange de quoi ils pourraient donner des services à la personne ou des petits travaux d'entretien et de jardinage, etc. Tout cela étant contrôlé par les mairies ou les services sociaux. Cela ferait faire au total de grandes économies à l'État, aux communes ou à la région.

M. LACROIX

Merci. Monsieur.

Un participant

Merci. Cela va concerner les retraités. Je suis retraité, et j'ai la chance d'avoir une retraite, disons correcte. J'ai accepté bien entendu l'augmentation du taux de CSG au titre de la solidarité nationale. Par contre ce qu'il est très difficile d'accepter, et je dirais même que je suis en colère sur ce sujet, c'est la non-indexation des retraites par rapport à l'inflation. Quand on sait que l'inflation en 2018 a été de 1,85 % et en 2017 de 1,20 %. Si on ajoute en plus les 1,70 % de CSG, je pense que les retraités sont vraiment très mal traités. De cette façon, je propose que tous les impôts et toutes les aides soient obligatoirement indexés sur l'inflation. Ce n'est pas normal de fixer les gens et de les faire reculer comme cela, alors qu'ils ont finalement des retraites globalement toujours décevantes. Merci.

M. LACROIX

Autre question sur ce thème ? Madame.

Une participante

Cela concerne la taxe d'habitation. Elle est supprimée pour un certain nombre de ménages, elle est remise en question pour un certain nombre d'autres. Par contre, dans la taxe d'habitation, il y a deux types de résidences : les résidences principales et les résidences secondaires. Je proposerais de supprimer les taxes d'habitation pour tout ce qui est résidence principale mais de les maintenir pour les résidences secondaires. C'est tout.

M. LACROIX

Merci, c'est clair.

Un participant

Ce que je voulais rajouter par rapport à ce que j'ai pu dire tout à l'heure sur la transition écologique, c'est sur la fiscalité écologique. Je pense que tout le monde a encore plus ou moins en mémoire l'affaire des bonnets rouges des Bretons. J'espère que je ne vais pas froisser les Bretons qui seraient éventuellement dans la salle. Vous vous rappelez cet épisode effectivement qui a amené à une révolte en quelque sorte qui ressemble un peu à ce qui s'est passé plus récemment chez nous avec les gilets jaunes. Le système qui avait été mis en place visait à taxer les camions qui traversaient de l'Espagne à la Hollande. Je fais simple, mais en gros c'était ça. Tout un système qui était assez ingénieux et tout avait été mis en place. Je suis d'autant plus à l'aise d'en parler que c'est par un gouvernement qui était à l'époque celui de Monsieur SARKOZY. Ce dossier a été transféré au Président HOLLANDE et au bout du bout nous sommes arrivés au résultat que tout a été abandonné, etc. Cela a eu un coût épouvantable pour la France. Bref, j'en passe et des meilleurs. C'était un des premiers épisodes de cette fameuse fiscalité écologique.

Le deuxième effectivement, on l'a vu très récemment, ça a été l'abandon de la hausse sur les carburants, qui était mis en avant comme une fiscalité écologique. Ce n'était peut-être pas le moment de le faire en tout cas, ou de le faire de façon différente. Je n'en sais rien, mais peu importe. Nous avons deux exemples où cela été un fiasco, et pourtant il faudra bien que l'on puisse financer cette transition écologique, d'une façon ou d'une autre. Que ce soit, alors je ne vais pas revenir sur les énergies renouvelables, mais sur par exemple la conversion d'un certain nombre d'agriculteurs vers le bio, vers l'agriculture raisonnée, en abandonnant le glyphosate, voilà. Cela se fera forcément un jour ou l'autre, mais il y a beaucoup d'autres exemples. Les passoires thermiques dans les bâtiments par exemple, qui restent des passoires thermiques souvent. Il y a

des progrès je ne le nie pas, et heureusement qu'il y a des progrès. Les lignes ferroviaires qui sont en très mauvais état, les petites lignes que l'on veut supprimer parce qu'elles coûtent trop cher, effectivement. On s'aperçoit en réfléchissant à tout cela que finalement la transition écologique ce n'est rien d'autre que finalement améliorer un certain nombre de situations en termes de santé, etc. J'en passe, et des meilleures.

Je n'ai pas vraiment de proposition par rapport à cela, parce que l'on ne sait plus très bien comment prendre le problème. Mais je pense qu'il sera nécessaire et indispensable de remettre à plat l'ensemble du dispositif, non pas au niveau écologique, mais de la fiscalité. C'est-à-dire que l'on se contente pour aujourd'hui de rajouter des éléments. Ecomouv' et la taxation des camions c'est trop tard maintenant, on ne va pas la refaire. C'est dommage parce que c'était quelque chose de relativement neutre pour nous. Bref, voilà.

M. LACROIX

Restons bien sur la fiscalité. Monsieur.

Un participant

Moi, je trouve qu'il faut accélérer – je sais bien que ce n'est pas facile – l'harmonisation fiscale européenne. Parce que c'est le seul moyen, me semble-t-il, d'éviter l'évasion fiscale et ce que l'on appelle pudiquement « l'optimisation fiscale ». Là, il y aurait quand même beaucoup à rapatrier de capitaux sur la France, avec tous ces chefs d'entreprise qui vont s'installer en Belgique ou ailleurs, alors qu'ils travaillent en France et qu'ils gagnent leur revenu en France. Voilà, l'optimisation fiscale.

Un participant

Je suis de Caluire-et-Cuire. J'ai juste deux vœux à faire sur la fiscalité et la dépense publique. C'est ce qui a été dit au début finalement : la simplification et la transparence. La simplification pourquoi ? Parce que je trouve cela aberrant. Je vais vous donner un exemple, la prime d'activité. C'est quoi en fait ? On prend de l'impôt sur notre salaire, et après on le reverse au travers d'une prime qui revient dans l'autre sens. Cela s'est fait pourquoi ? Parce que l'on a rajouté des taxes, des impôts, et au fur et à mesure des années on a « tricoté » cela pour en redonner d'un côté et en reprendre de l'autre. On ne s'est jamais posé la question pour tout remettre à plat, simplifier vraiment l'impôt, et derrière savoir à quoi il sert, pourquoi je paie. Je veux bien payer si je sais à quoi cela va servir. Voilà.

M. LACROIX

Merci. Madame.

Une participante

Je suis assez d'accord en fait. Au départ, il y avait un constat simple : il y avait un problème de pouvoir d'achat, les personnes qui travaillent payaient trop d'impôts. Le constat était simple, et je ne comprends pas pourquoi on n'en profite pas pour faire une remise à plat complète de la fiscalité. On prend à droite, après on fait des niches fiscales parce que l'on paie trop d'impôts. On redonne l'argent à droite, on taxe l'essence et on fait des « chèques essence ». On prend trop pour tout redonner, tout et n'importe quoi. Il y aurait tout à remettre à plat. Prendre un peu moins à tout le monde, aux entreprises, aux particuliers. On n'aurait pas à subventionner les personnes qui travaillent (??).

Une participante

Bonsoir, je suis de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Je m'étonne parce qu'en fait on parle systématiquement d'augmenter l'impôt. On ne réfléchit jamais sur effectivement la rationalisation des dépenses publiques et des économies qui peuvent être faites.

M. LACROIX

Vous aurez l'occasion de vous exprimer sur le dernier point, c'est exactement cela.

Une participante

C'est également vrai pour les dépenses publiques.

Un participant

Puisque l'on parle impôts, vous savez que le gouvernement actuel a supprimé l'ISF. L'ISF a été effectivement remplacé par un autre ISF, immobilier. Le seul ennui c'est qu'au passage l'État a perdu 3 milliards d'euros. Ces 3 milliards d'euros, il fallait bien les récupérer quelque part. C'est la CSG effectivement, et notamment auprès des retraités, qui est censée compenser effectivement cette perte pour l'État. Est-ce que vous pensez que cela est normal ? Moi non, bien entendu. Surtout qu'il y avait d'autres possibilités : les actionnaires notamment qui se gavent de profits sur les entreprises alors que les salariés n'ont pas un centime d'augmentation. Les actionnaires eux font le plein, on aurait pu les taxer beaucoup plus lourdement, au lieu de compenser par les retraités.

M. LACROIX

Je rappelle la consigne que j'ai donnée tout à l'heure pour les élus. Monsieur.

Un participant

Un peu entre les dépenses publiques et organisations de l'État. Je m'interroge un peu sur le rôle de la Cour des comptes et des Chambres régionales des comptes, qui rendent des rapports qui sont censés justement contrôler la dépense publique, qui rendent des rapports souvent très intéressants. Il y avait la Cour des comptes, maintenant il y a la Cour des comptes plus les Chambres régionales. Nous avons dépensé de l'argent pour créer ces Chambres régionales. Les rapports sortent tous les ans, et quand on compare d'une année sur l'autre les rapports de la Cour de comptes, en particulier on s'aperçoit que d'une année sur l'autre on trouve toujours les mêmes chapitres avec toujours les mêmes errements. Que jamais une sanction n'est prise, que jamais un fonctionnaire n'est sanctionné, que jamais une collectivité n'a une véritable sanction. Autrement dit, on a l'impression que l'on est devant une déresponsabilisation assez sérieuse des personnes qui contrôlent la dépense publique.

Un participant

Je suis de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Sur la dépense, je pense que nous vivons cette crise, qui est une crise de la dépense. On augmente les impôts pour compenser les dépenses, cela a été dit. Il faut savoir que cette dépense qui augmente tous les ans, soit au niveau local ou au niveau national, nous coûte 45 milliards d'euros par an en France pour payer la dette et les intérêts de la dette. Il me semble important dans notre position que l'on ait des actions de rationalisation, cela a été dit, mais aussi de baisse de la dépense publique. Comment ? En rationalisant certes, mais aussi en baissant là où on le peut, certains effectifs des services publics ou locaux. Et également en regardant les dépenses sociales qui parfois ne sont pas contrôlées, ne sont pas assez contrôlées, ou sont distribuées à des gens qui n'en ont pas forcément besoin. Voilà.

Un participant

Je voudrais insister sur le levier fiscal dans le rôle de l'économie française. On parle beaucoup du chômage bien sûr, et est-ce que le levier fiscal ne serait pas peut-être le meilleur moyen de relancer l'emploi ? Lorsque l'on voit qu'il y a des primes « Balladur » sur les voitures à remplacer. Lorsque l'on voit les primes qui peuvent être données sur les prêts ou sur les avantages pour acquérir des logements, lorsque l'on voit les primes qui peuvent être données sur des travaux pour améliorer des logements : tout cela est aussi créateur d'emplois. Il faudrait peut-être réfléchir à accentuer ces leviers fiscaux qui sont créateurs d'emploi. Parce que l'État récupère en plus des charges, donc il ne serait pas perdant à la sortie non plus.

M. LACROIX

Bien, nous allons arriver au bout de cette séquence. Encore quelques questions. Monsieur.

Un participant

Pour ce débat, il y a quand même un élément qui n'a pas été mis en valeur, un peu philosophique, c'est : à partir de quelle somme on est riche ? Parce que cela, c'est un débat. 3 000 euros, 2 000 euros, à un moment donné on avait dit le seuil de 1 500 euros. C'est quand même un débat important, et cela, ça n'a pas été tranché. Parce que c'est un problème sociétal : les gens cataloguent effectivement leurs voisins par rapport à leur train de vie, leur richesse. On met dans la tête des gens que l'on est riche à partir de 3 000 euros. Cela, je trouve que c'est malsain. Il faut reposer la question et avoir un débat là-dessus.

Par exemple aussi il faut dans la fiscalité absolument chasser les fraudeurs. L'évasion fiscale est trop importante, et même en interne, la fraude aux prestations sociales. Cela, j'ai beaucoup d'exemples que je ne vais pas développer aujourd'hui. Il y a par exemple aussi, revoir les frais de scolarité sur les dépenses publiques. Pour ceux qui abandonnent leur scolarité, ce n'est pas normal. Pour les étrangers hors UE, les faux étudiants, il n'y a pas assez de contrôles là-dessus. Je prends par exemple aussi les impôts fonciers sur bâti, et cela rejoint un peu l'écologie : aujourd'hui, plus le terrain est grand, plus on est taxé. Une maison qui est sur 800 m², voire moins, et une maison sur une surface habitable de 3 000 m², sur le plan écologique cela n'a pas le même impact, on a des espaces verts plus grands. Quand on a acquis par exemple ces terrains, il y a 30, 40 ou 50 ans, où le prix était beaucoup moindre qu'aujourd'hui. Moi personnellement je ne pourrai pas acheter ce que j'ai acheté il y a 30 ans. On est taxé par rapport à la surface, et d'un point de vue écologique, cela ne tient pas.

Un autre élément, c'est que l'on n'a aucune récompense pour celui qui a travaillé, élevé ses enfants, a payé ses impôts, qui n'a rien coûté à l'État. Tout à l'heure on l'a dit, on est taxé sur la retraite, et l'on n'est pas récompensé en fonction de ses efforts. Je vous donne un exemple : quand on a permis à ses enfants de réussir à quinze ans avec trois ans d'avance, on n'a même pas de réduction sur les TCL, parce que l'on est considéré comme étudiant. Alors que lorsque l'on a 21 ans, que l'on a trois ans de retard – j'ai des exemples – on a le droit à ces réductions. On n'est pas du tout récompensé. Quand on a des enfants qui font deux, voire trois cursus en même temps, on paie deux loyers, on paie deux taxes. Pendant ce temps, ceux qui n'élèvent pas leurs enfants correctement ont le droit à des psychologues, ont le droit à des assistantes sociales. Nous n'avons le droit à rien : on ne triche pas, et on ne fait que payer des impôts.

M. LACROIX

Une dernière question.

Une participante

Bonsoir, je suis de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Je pense qu'effectivement l'harmonisation fiscale au niveau européen est une absolue nécessité si on veut vraiment fédérer les états et que l'Europe continue de se construire. Sinon les États risquent de se replier sur eux-mêmes. Il y a beaucoup trop d'injustice sociale qui est constatée, qui est aussi à l'origine de la crise que nous connaissons aujourd'hui.

Nous n'avons pas parlé de la TVA. À une certaine époque, la TVA était à 33 % sur les produits de luxe. Je pense qu'il serait peut-être souhaitable que les produits de première nécessité ne soient pas taxés, pour permettre d'alléger le pouvoir d'achat et de faciliter la vie des plus pauvres. En contrepartie, une taxe à 33 % sur les produits de luxe.

Une participante

Ce n'est pas une question, je réponds juste à madame. Je pense que la TVA est un impôt juste, et je crois qu'il faut que tout le monde paie la TVA. Avec effectivement l'idée de différents taux, mais je pense que tout le monde doit payer la TVA. Tout le monde utilise des routes, tout le monde va à l'hôpital, tout le monde profite de tout ce que notre pays nous offre. Je pense que la TVA doit être payée par tout le monde et qu'il n'y ait pas d'exonération.

M. LACROIX

Merci. Nous sommes parvenus au bout de cette seconde séquence, globalement dans les temps. Je vous propose que l'on passe à la troisième séquence. Démocratie et citoyenneté. Vaste sujet. Qui se lance sur ce sujet ? Monsieur.

- **Démocratie et citoyenneté**

Un participant

Bonjour, je suis de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Je fais aussi partie de ceux qui ont dû vous permettre de prendre le périphérique gratuitement pas mal de jours ces temps derniers. La revendication principale porte sur notamment le référendum Initiative Citoyenne et sur la démocratie plus directe. En réalité, ce que de mon point de vue on cherche, c'est la république 5.1, c'est-à-dire une république qui tienne compte de l'arrivée des nouvelles technologies d'information qui permettent de passer d'une république de représentation à une république de délégation. C'est aussi un retour aux sources de la cinquième république, qui était une république référendaire. Cela répond à deux questions : la constitution pour quel peuple, pour quelle époque. Pour quel peuple ? Le peuple français est le peuple le plus indiscipliné de la terre, ce qui ne donne pas beaucoup de marge de manœuvre. Et deuxièmement quelle époque ? J'en ai parlé, celle où il y a les réseaux sociaux qui permettent de communiquer directement. Voilà un peu ce que nous souhaitons. Et assorti à cela, les assemblées citoyennes qui à la base permettraient de traiter les affaires locales, et éventuellement nationales.

Une participante

Je pense que depuis quelque temps on confond « démocratie » et « tyrannie des minorités ». C'est le pouvoir aux plus bruyants.

M. LACROIX

Merci.

Un participant

Sur la démocratie citoyenneté, là encore je vais peut-être partir au niveau local, puisque c'est quand même le premier lieu d'exercice de la démocratie. Quand par exemple il y a de grands projets qui sont lancés, que les consultations se fassent le plus en amont possible. Je ne sais pas si c'est sous forme de référendum ou pas référendum, mais qu'il y ait quand même une consultation avant que le projet ne soit complètement ficelé. C'est-à-dire, qu'il y ait une consultation sur l'opportunité des projets, et que l'on ne présente pas simplement un projet qui est pratiquement terminé, sur lequel on n'a plus qu'à dire « oui » ou « non » et on ne peut plus se prononcer sur l'opportunité des projets en question.

Sur un tout autre sujet – cela faisait partie des questions posées aussi – je pense que la prise en compte du vote blanc dans les consultations serait un progrès. Parce que voter blanc c'est quand même voter, il n'y a pas de raison que ce vote ne soit pas pris en compte. Revenir au moins partiellement sur le non-cumul des mandats. Je pense que l'ancrage vocal des députés-maires par exemple est quand même quelque chose qui va bien ensemble. Alors, peut-être pas pour les très grandes villes, mais pour les petites villes ou les villes moyennes, cela ne me paraît pas inconcevable qu'un mandat national soit assorti d'un mandat local.

Une autre question de citoyenneté, peut-être plus philosophique là encore : difficile de parler d'une véritable citoyenneté quand il y a des inégalités absolument monstrueuses. Je ne parle même pas de Carlos GHOSN, il n'avait que 15 millions d'euros, je parle de sportifs, de gens de cinéma ou d'artistes. Surtout des sportifs où on est plutôt à 50, 60, 100 millions d'euros. Comment arriver à se sentir citoyen quand on a des écarts aussi extraordinaires ?

Un participant

Je voudrais revenir sur les termes de démocratie et citoyenneté. On parle beaucoup de démocratie, mais la démocratie c'est quoi normalement, c'est le peuple qui décide ses lois. Aujourd'hui en fait la démocratie, on élit des personnes, on leur donne un mandat pour cinq ans, et ils décident tout à notre place. Je suis vraiment pour revenir sur une démocratie directe et participative, avec par exemple ce qui a été dit tout à l'heure sur le référendum.

Vous avez dit quelque chose d'un peu flou, un peu nouveau, sur le Sénat. Aujourd'hui nous avons deux Chambres qui décident de nos lois, et ces deux Chambres sont professionnelles. C'est-à-dire que l'on a une Chambre de députés, qui sont des professionnels de la politique, et une Chambre de sénateurs, qui sont également des professionnels de la politique. Pourquoi ne pas avoir des citoyens dans l'une de ces Chambres, qui seraient tirés au sort parmi les membres de la population. Ce qui permettrait d'avoir d'un côté une stabilité politique avec des professionnels de la politique, et de l'autre côté un contre-pouvoir citoyen avec de vrais représentants du peuple. C'est ma première chose.

Mon deuxième point, c'est également prendre en compte tout ce qui est nouveau aujourd'hui. L'informatique a débarqué dans les années 80, la cinquième république c'était en 1958. Il y a quand même une grosse marge, et je pense qu'il faut remettre au goût du jour tout ce que nous apporte l'informatique. Tous les moyens de communication que l'on a, directs, avec le peuple, et le remettre en avant.

Une participante

Bonsoir, je suis de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Je voudrais revenir sur le côté sportif que monsieur a indiqué. Je suis la tata d'un footballeur. Simplement je veux dire que s'ils sont bien payés, c'est l'offre et la demande, ce n'est pas de l'argent public. Cela peut paraître indécent, mais c'est comme cela, c'est tout.

Une participante

Moi, je suis également extrêmement favorable à la reconnaissance du vote blanc. Et si on reconnaît le vote blanc, il faut rendre le vote obligatoire, c'est la contrepartie indispensable. Et prévoir une amende symbolique, comme quand on gare mal sa voiture ou qu'on ne paie pas son stationnement. Le droit de vote est un droit, il doit être assorti d'une obligation quand il n'est pas exercé. Aujourd'hui je dirais que nous avons quand même beaucoup de facilités et que l'on nous demande de faire beaucoup de choses par Internet. On règle nos impôts maintenant obligatoirement par Internet. Je pense que l'on pourrait travailler quand même sur la possibilité de voter *via* Internet, ce qui faciliterait l'accès au vote, qui éviterait les procurations, etc. Il y a là un moyen de favoriser le vote.

Une participante

Je pense au vote blanc dont vous avez parlé, je suis tout à fait d'accord. Mais s'il faut sanctionner les personnes qui ne voteront pas, je me demande comment va se faire le contrôle ? Cela me paraît être un peu difficile. D'autre part, je pense au référendum dont on parle beaucoup maintenant, est-ce que cela entre dans ce cadre-là ? Quand je pense au Brexit je me fais beaucoup de soucis sur la véracité d'un référendum dans un pays où l'on connaît les *fake news* et toutes les informations que l'on reçoit et qui ne sont pas vérifiées.

Un participant

Je me demande si on ne confond pas « référendum » et « action des associations ». Ce ne sont pas les référendums qui ont permis au monde du handicap de développer des actions et d'obtenir des subventions de l'État de façon à résoudre 80 % des problèmes du monde du handicap. Ce n'est donc pas par référendum que l'on résout cela, c'est avec les hommes et les femmes qui sont réunis pour adopter une action et la mettre en œuvre.

Un participant

Moi personnellement je suis totalement opposé au référendum d'Initiative Citoyenne. Je pense que nous sommes dans une démocratie représentative, qui a fait ses preuves. À chaque fois que l'on a introduit des référendums dans quelque pays que ce soit, d'initiative citoyenne importante, à part la Suisse, parfois cela se termine par la dictature. Je pense que c'est la porte ouverte à tous les extrémismes, et personnellement j'y suis totalement opposé. L'exemple du Brexit en est un.

M. LACROIX

Sur ce sujet particulièrement important, « démocratie et citoyenneté », est-ce qu'il y aurait d'autres questions ? Monsieur.

Un participant

Je voudrais juste dire deux mots sur le référendum d'Initiative Citoyenne. Il faut être prudent dans les référendums, car souvent on ne répond pas à la question, mais à celui qui l'a posée. Cela c'est la première chose.

La deuxième chose : je voudrais juste rappeler que les élus sont des citoyens.

Une participante

J'ai entendu deux choses qui m'ont étonnée. Par exemple, dire qu'il faudrait des assemblées locales pour décider des choses locales. Il me semblait que le Conseil municipal c'était cela. D'autre part, avoir entendu monsieur dire que les députés sont des professionnels de la politique : il me semble qu'énormément de députés sont issus de la société civile. Ils ont une profession, ils continuent même à avoir une profession pendant leur mandat, et retrouvent une profession après leur mandat. Je trouve que c'est un peu injuste. Peut-être que pour les sénateurs c'est un peu différent, mais je ne pense pas que l'on puisse dire que les députés sont des professionnels de la politique.

Un participant

Bonjour, je suis de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Je vais faire une citation, les anciens doivent s'en rappeler. Un homme politique avait dit : « un pays qui a autant de fromages, c'est impossible à gouverner ». Je dis qu'il faudrait plutôt que vos hommes politiques se remettent en question, au lieu d'être droits dans leurs bottes comme ils sont actuellement. C'est-à-dire qu'ils ont été élus, et après c'est leur programme. Alors qu'en fin de compte il y a 30 % de personnes qui les élisent vraiment, et le reste après, ils les votent par défaut. Il faudrait peut-être à un moment donné qu'ils se posent des questions.

Je dis (??) quand même pas mal faite, le référendum, on va dire « d'initiative populaire », c'est dangereux.

Une participante

Je voudrais juste signaler à propos du référendum d'initiative populaire, qu'en Suisse apparemment ça fonctionne, et ce n'est pas une dictature la Suisse.

Une participante

Les Suisses, on leur a proposé une semaine de vacances en plus, ils ont refusé.

Une participante

Oui, mais je suis de l'est aussi (??) je veux dire que ce serait quand même bien de pouvoir donner un avis, je pense, sur des choses qui se font. Parce qu'il y a des mandats qui sont longs, notamment les mandats communaux, et je trouve que ce serait bien de pouvoir donner un avis.

M. LACROIX

Bien. Encore deux ou trois questions.

Un participant

Une question à propos de l'immigration. Actuellement la France s'apprête peut-être à rapatrier 170 djihadistes qui se trouvent actuellement en Syrie. Ils sont nés français, dont personne ne veut, dont personne ne sait quoi faire. Je pense que ces gens-là qui ont pris des armes contre la France, même s'ils sont Français je pense que l'on pourrait prendre une disposition pour l'instant illégale, de déchéance de nationalité. Ou en tout cas, s'arranger pour qu'ils ne reviennent pas en France, mais s'ils reviennent, les « embastiller » pour longtemps.

Un participant

Pour le référendum d'initiative citoyenne, je crois que la question n'est pas de savoir s'il doit être fait ou pas, puisqu'il se fera. C'est la seule possibilité d'arrêter la révolte des gilets jaunes. La question est qu'il se passe le mieux possible. C'est-à-dire en discuter, s'appropriier l'idée, et effectivement de faire en sorte que l'on arrive à quelque chose qui soit assez viable. De dire « je n'en veux pas » : venez avec nous, venez nous affronter.

M. LACROIX

Nous allons terminer cette séquence.

Un participant

Je voudrais terminer sur un sujet qui est un peu plus délicat, c'est la loi de 1905 et la place des religions. Je voudrais quand même rappeler que nous avons une histoire, qui est que la laïcité, la démocratie, qui repose sur des éléments que nous avons mis en place. Par exemple, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « tous les hommes naissent libres et égaux en droit ». Je voudrais que l'on modifie ce texte et que l'on ajoute trois mots : « tous les hommes et les femmes naissent libres et égaux en droit ». Parce que c'est interprété, peut-être pas par la France, mais par différents pays, et je pense que cette précision est importante.

Ce qui a fait l'unité aussi, ce qui nous a permis d'avoir la démocratie en France, c'est la langue. Avant on parlait le patois dans les régions, et aujourd'hui on parle le français partout. Pourquoi certaines religions ne parlent pas le français ? Le français devrait être obligatoire dans les mosquées, dans les églises et dans les synagogues. C'est le cas pour certaines religions, ce n'est pas le cas pour toutes. Là, nous éviterions beaucoup de problèmes.

Brouhaha.

M. LACROIX

Bien. Est-ce que l'on peut clore ce sujet ?

Un participant

Le chef de l'État a signé récemment deux traités. Un au Maroc, on en avait un peu entendu parler, à mon avis pas assez auparavant, et un autre avec l'Allemagne. Là nous n'aurons pas le temps de faire un sondage, mais j'aurais voulu savoir combien de personnes savaient une semaine avant la signature de ce Traité qu'il y avait ce Traité en préparation ? Est-ce un défaut de la constitution qui ne le dispense pas d'informer la population des Traités qu'il va signer, ou est-ce qu'il n'a pas respecté la constitution ?

M. LACROIX

Bien. Je vous propose – encore une fois si d'autres idées vous viennent : « www.grand-débat.fr », jusqu'au 15 mars 2019 – de passer à l'avant-dernier thème, si tant est qu'il y a un thème dans « autres sujets ». C'est l'organisation de l'État et des services publics. C'est vrai que certaines de vos interventions ont effleuré ces sujets, mais maintenant on va se centrer sur l'organisation de l'État et l'organisation des services publics.

- **L'organisation de l'État et des services publics**

Un participant

Dans le cadre de l'organisation de l'État, je pense aux communes : pourquoi dans le même esprit que l'on crée des maisons médicales qui regroupent plusieurs spécialités, pourquoi au niveau des services publics ne crée-t-on pas une maison des services publics ? Elle regrouperait une grande partie des services publics du département et on pourrait former des fonctionnaires à être polyvalents sur plusieurs administrations, qui pourraient répondre sur des sujets concernant plusieurs administrations. Merci.

Un participant

Tout d'abord, sur les services publics, peut-être rappeler en préalable qu'en France, cela ne marche quand même pas si mal que cela. On les critique beaucoup, mais ayant été gros consommateur de services publics de santé, je peux dire que cela marche bien. Alors quand même quelques petites critiques, une fois que les choses positives sont dites. Ce n'est pas forcément au niveau de l'État, là je vais encore partir du niveau local. Il y a quelques années la commune de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or est rentrée dans la métropole. Je regardais les choses comme cela, et un beau jour j'ai appris effectivement que c'était fait, que la commune était rentrée dans la métropole, que le département du Rhône avait été coupé en deux. Je ne sais pas comment cela s'est fait, nous n'avons bien sûr jamais été consultés. Cela s'est traité je ne sais pas à quel niveau. Je n'étais pas le seul parce que quand il y a eu des élections cantonales, on a pu voter, et des gens se sont posé la question : « où allons-nous voter ? »

Ce qui veut dire que ces informations se traitent à un niveau très aérien. Alors que cette question de la métropole touche directement notre vie de tous les jours. Si référendum il devait y avoir, ce serait peut-être une question qui pourrait relever du référendum.

Autre exemple, je crois que l'on peut dire que la réforme des régions est une réforme qui a été ratée. Nous avons découvert assez récemment que le regroupement des régions ne fait pas faire d'économies, mais au contraire, engendre des coûts supplémentaires. Pour quels résultats concrets au niveau du fonctionnement ou pour les élus ? Je ne sais pas trop. Je ne vais peut-être revenir en arrière là-dessus, mais tout le monde se plaint de l'administratif en France. Que pourrait-on faire pour ne pas empiler des communes, des intercommunes, des regroupements de communes, etc. Parce qu'à chaque fois que l'on fait de « l'inter » soi-disant pour mutualiser les moyens, en fait on garde les moyens de chacune des deux entités, et on fait une personne supplémentaire pour faire la coordination entre les deux. Donc les économies, on ne les voit jamais.

Un participant

Pour enchaîner sur la simplification administrative. Monsieur disait tout à l'heure que les fonctionnaires font bien leur travail. Je dis « oui, les fonctionnaires fonctionnent ». C'est-à-dire que tous les petits chefs de service, grands chefs de service ou énarque sont capables de « pondre » un texte qui va contredire le précédent ou qui va le compliquer.

Je vais citer un petit exemple. J'ai déposé pour le compte de clients à une époque des dossiers de subventions à l'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat). J'avais un mandat général pour traiter toutes les affaires de mon client. Un jour, je vais déposer un dossier et je tombe sur un fonctionnaire teigneux qui me dit : « ah, monsieur, maintenant il faut un mandat spécial pour pouvoir déposer votre

dossier ». Cela m'avait mis dans une rage folle, parce que j'avais un mandat général, je n'avais pas besoin d'un mandat spécial. Je me suis renseigné, c'était une règle qui avait été établie par le DDE local. De quel droit ? On ne sait pas. Je pense que l'État aurait grand intérêt à simplifier l'administration et ses règles. Chaque fois que l'on crée une réglementation, on complique. Essayez de demander par exemple une carte grise actuellement, je vous souhaite bon courage.

Un participant

Dans les services nous avons l'INSEE, qui nous dessert les statistiques pour gouverner, et notamment le Produit Intérieur Brut. Dans ce Produit Intérieur Brut, il n'y a pas du tout les constructions, le travail du bâtiment. Il n'y a pas non plus l'augmentation des loyers, il n'y a pas non plus la spéculation sur les bâtiments. En plus, on n'amortit pas les maisons qui se détruisent, les appartements qui se détruisent dans toutes les villes périphériques qui sont sinistrées. La perte n'est pas du tout instruite dans la comptabilité nationale. Alors que l'on va mettre dans cette comptabilité nationale toutes les constructions qui sont faites en Ile-de-France, dans le Rhône, vers Bordeaux.

D'où on s'aperçoit qu'il y a une tranche de territoire dont on ne s'est pas occupé, des routes qui n'ont pas été faites et une partie de la France qui devient un désert. Je souhaiterais que d'une façon ou d'une autre on arrive à intégrer ces notions qu'une entreprise intègre dans son bilan. Parce qu'une entreprise amortit des machines qui se déprécient, qui vont être remplacées. Et même quelquefois elle fait plus que cela pour pouvoir prévoir les innovations. Cela n'existe pas dans notre comptabilité ni à l'INSEE.

M. LACROIX

Merci. Monsieur.

Un participant

Dans l'organisation de l'État, on a parlé tout à l'heure fort justement du millefeuille fiscal, qui est coûteux. Je pense qu'il faut se poser la question des départements. Pourquoi les départements ? Parce que l'on peut se poser la question de l'utilité contre la région et les intercommunalités. Supprimer certains départements, notamment en milieu urbain c'est quelque chose qui est en projet, mais c'est à accélérer. Le département a sa nécessité dans les secteurs ruraux, le Centre, la Creuse, etc., qui ont besoin de points de service public et d'organisations de l'État au niveau local. Mais pour des départements très urbains comme le Rhône, les Bouches-du-Rhône, la région parisienne, je me demande s'il ne faut pas accélérer la suppression des départements.

M. LACROIX

Merci. Sur l'organisation de l'État et des services publics ?

Un participant

Moi je souhaiterais que l'on revienne au septennat. D'abord, c'était la logique de la République, de la 5^e République. C'était un régime qui donnait un peu plus de sens à la politique, et en particulier aux représentants qui étaient remis en cause tous les cinq ans, alors que les présidents assuraient la pérennité. Je pense que c'est quelque chose qui a déséquilibré nos institutions, ce passage au quinquennat. En plus, faire en sorte qu'il y ait une coïncidence entre les législatives et les présidentielles. Quant au millefeuille d'organisation de la France, il n'y a qu'en France que l'on voit cela.

Un participant

J'interviens pour la dernière fois. Je vais faire la synthèse de ce qui est dit, parce que vous croyez vraiment que l'on a besoin de 36 697 communes qui ont été créées en 1792, près de 16 000 syndicats intercommunaux, 400 cantons, 101 départements, 16 régions. Nous avons un millefeuille administratif empilé, que l'on traverse une heure en avion, quelques heures en train et en voiture. Tout cela ne tient pas debout avec la vitesse qui s'accélère et l'information qui devient instantanée. Cette complexité ne tient pas, parce qu'il y a 645 715 élus qui ne sont pas entendus par l'autorité de l'État, par l'oligarchie qui se tient dans les ministères. Dans notre système les députés sont remis en cause pour chaque élection, c'est-à-dire quatre ans. Et les hauts fonctionnaires pilotent leur carrière pendant 40 ans, en faisant des va-et-vient entre les ministères et les 26 autorités administratives indépendantes, royalement rémunérés.

J'en cite trois :

- l'autorité de sécurité nucléaire ;
- l'autorité des marchés ;
- la Commission de régulation.

Il y en a 26 comme cela. Ils « pantouflent » et ce sont eux qui manipulent l'économie, qui créent des niches fiscales pour favoriser telle activité ou autre. Je propose les solutions suivantes. Il faut :

- réduire le nombre de députés ;
- garder le Sénat en réduisant son train de vie ;
- supprimer le Conseil économique et social ;
- diviser le régalien en deux :
 - à l'État la police, l'armée, la justice,
 - aux régions la santé, l'éducation, les transports ;
- avoir en face de l'État une nouvelle structure administrative à trois étages :
 - la métropole,
 - en face de chaque grande ville des bastions périphériques,
 - sur la troisième structure plus périphérique, inventer la structure.

Là, je n'ai pas idée là-dessus, mais c'est la France profonde.

La fragmentation de la société impose de donner un pouvoir de gestion accru au terrain. Pouvoir de gestion locale, pouvoir de contrôle, et donner ainsi des perspectives à Bercy. Où on le fait maintenant, où on le fera plus tard par force, et certainement dans la douleur.

Pour terminer, je voudrais rappeler que sur 700 types d'emplois aux USA, une étude montre que 50 % seront menacés de disparaître en 2034, et 90 % d'ici 2050. À cause du numérique, de la robotisation, de l'intelligence artificielle, des objets connectés. Nous sommes dans une révolution qui pour la première fois, détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée. Si on rajoute à cela l'immigration, je ne vous dis pas le solde que cela va faire, et si on ne réagit pas, l'économie va s'écrouler.

M. LACROIX

Juste une petite précision, le mandat de député est de 5 ans, pas de 4 ans. Je ne prends pas parti sur le fond. Monsieur.

Un participant

Je ne vais pas revenir sur ce qui a été dit avant, c'est-à-dire le millefeuille des autorités de l'État, je pense que tout le monde est d'accord avec cela. Moi, ma première inquiétude sur les services publics ce sont les hôpitaux. Les hôpitaux qui centralisent de plus en plus et des personnes qui se retrouvent parfois à faire plus une heure de route pour avoir une maternité, ou pour être hospitalisé en urgence. Je trouve cela intolérable en France aujourd'hui. Il faut pouvoir avoir un minimum de services publics de santé le plus proche de chez soi.

M. LACROIX

Merci. Oui, monsieur.

Un participant

Très bien, c'est la dernière. Je souhaiterais que l'on puisse s'attaquer au grand monopole de Bercy. Pourquoi ? Parce que vous le savez comme moi, ce sont pour la plupart des énarques de très haut niveau, de grands penseurs complètement en dehors parfois de la réalité, contre lesquels le gouvernement n'ose pas « se frotter ». Ils sont inamovibles bien sûr. J'ai une petite réflexion : lorsque Monsieur **PINARD** était ministre de l'Économie, la France ne s'est jamais aussi bien portée. C'était un simple petit employeur de notre région.

M. LACROIX

Bien, merci beaucoup. S'il n'y a pas d'autre question sur ce thème, je vous propose de passer à tout le reste. Si tout le reste il y a, bien évidemment. C'est-à-dire les sujets sont considérés comme épuisés, les quatre questions structurantes qui nous avaient été proposées. Maintenant, aucun sujet n'est tabou, dans une forme d'expression qui est celle que j'ai rappelée tout à l'heure.

Nous vous écoutons.

- **Les autres thèmes.**

Un participant

Je voudrais préciser : je trouve que dans ce débat il y a beaucoup de très bonnes idées qui sont ressorties. J'espère simplement qu'elles pourront être entendues. C'est pour cette raison que j'ai attendu un peu « les autres sujets », car il ne s'agit pas pour ma part d'un débat national, il serait plutôt local. Parce que je pense que c'est à ce niveau que l'on peut déjà commencer à agir. Attention, je ne dis pas que pour le reste on ne peut pas agir, mais voilà.

Je voudrais faire une proposition. Au niveau de notre mairie, parce que c'est notre mairie qui est notre plus proche administration, donc je m'adresse à elle. Elle pourrait réunir finalement des sujets comme la citoyenneté, l'éducation, l'écologie. Je voudrais faire la proposition suivante. J'aimerais créer un lieu d'initiative citoyenne pour des projets fédérateurs de liens, autour de trois axes pour ma part :

- l'enfance ;
- le citoyen ;
- l'environnement.

Tout le monde pourrait venir pour participer ou initier un projet. Est-ce que vous pourriez mettre à disposition un local une fois par semaine ? C'est une question directe.

M. LACROIX

Nous avons entendu la question. Est-ce que dans le dernier sujet qui était « autres sujets » vous voudriez aborder d'autres sujets ?

Un participant

Je suis désolé d'intervenir à nouveau. Je trouve que le débat que nous avons là, on ne parle que de notre pays. Laissez-moi revenir quand même sur la transition énergétique. J'ai entendu parler de la voiture à hydrogène, de la voiture électrique. Savez-vous comment on fait de l'hydrogène ? Il n'y a que deux manières : ou bien on utilise du gaz naturel, mais cela produit du CO2. Ou bien on utilise de l'électricité, et dans ce cas-là ça n'en produit pas, à une condition : c'est que l'on fasse du nucléaire.

Je pense qu'il faut réfléchir aux enjeux que nous avons. Les solutions que l'on évoque, quand vous allez les transporter en Afrique elles ne marchent pas. Or, c'est là que va jouer la transition énergétique. Ce n'est pas en France, ce n'est même pas en Europe, ce n'est même peut-être plus aux États-Unis. Aux États-Unis à l'heure actuelle les émissions de CO2 commencent à diminuer. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'ils sont passés au gaz de schiste. Et avec le gaz de schiste au lieu du charbon, ils produisent deux fois et demie moins de CO2. Voilà les questions qu'à mon sens la France devrait se poser.

M. LACROIX

Merci. Est-ce qu'il y a d'autres thèmes que vous souhaitez évoquer, qui n'ont pas été évoqués ce soir ?

Une participante

J'espère que cela n'a pas déjà été évoqué. Comme monsieur, j'ai eu affaire aussi à la santé. Il y a une chose qui m'agace prodigieusement, c'est que quand je vais acheter des médicaments, on me propose toujours ou plus, ou moins que la dose dont j'ai besoin. Je suis obligée de prendre deux boîtes au lieu d'une, etc. Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir le nombre de cachets dont on a besoin ? Comme chez les vétérinaires, si vous avez besoin de quinze cachets, on vous vend quinze cachets.

Une participante

Je voulais vous dire une chose. Je suis d'origine algérienne et je suis née en France. Je me dis que là on est quand même très bien en France. J'ai vu plein de choses autour de moi où on est très bien ici, vraiment. Il y a encore plein de choses à faire peut-être, mais vous savez, sans renier mes origines bien sûr, on est bien ici.

Applaudissements

Un participant

Je ne sais pas trop dans quelle catégorie il faut ranger ce que je vais dire. Ce qui me choque un peu à certains moments, et je comprends que cela puisse exaspérer certaines personnes, dont certains qui l'ont manifesté, c'est l'attitude de certains de nos hommes politiques. Je ne sais pas si on a le droit d'aborder cela aujourd'hui, mais je trouve qu'il y a un besoin d'exemplarité que l'on n'a pas toujours, et un besoin de transparence. Dans certains pays européens, les hommes politiques, les ministres et autres prennent le métro, ils prennent les transports en commun. Il n'y a pas de grands appareils, c'est fini tout cela. Il n'y a plus de train de vie fastueux, on est le citoyen lambda. C'est vrai qu'en France on a l'impression que l'on continue.

J'ai noté aussi que par exemple il y avait par député ou sénateur 5 373 euros d'indemnités de frais de mandat. Il y a une transparence qui est annoncée là-dessus, c'est très bien. Mais en fait ce qu'on oublie de dire aussi, c'est que depuis 2002 il y a un amendement qui interdit au fisc d'aller mettre son nez dans les dépenses de ces députés ou sénateurs. Et cela, je suis désolé, mais ça me choque. Cela me choque que ces personnes-là qui sont élues par nous n'aient pas ce devoir d'exemplarité et de transparence. Dans les pays du nord, vous pouvez interroger sur Internet l'agenda de votre député. Quand est-ce que nous aurons cela en France ?

Une participante

J'étais comme vous longtemps, j'étais un peu effarée par le nombre de communes en France. Puis j'ai un peu changé d'avis, j'ai vu pas mal de choses. Je me dis que c'est un peu la richesse de la France justement toutes ces communes, tous ces Conseils municipaux, tous ces maires. Par exemple nous ce soir est-ce que l'on voudrait être noyés ou fusionnés avec d'autres communes. Ou est-ce que nous ne sommes pas tous un peu contents d'avoir justement un échelon d'administration très proche de nous ?

Une participante

J'aurais voulu soulever un problème au niveau de la liberté de la santé. C'est-à-dire que l'on parle beaucoup de l'écologie, mais je voudrais que l'on parle aussi de l'écologie de notre propre corps, et que l'on ait le droit de se soigner comme on en a envie. Si on a envie de se soigner avec des plantes, ou même s'il y en a qui trouvent cela absolument ridicule. Que l'on puisse avoir la liberté de se faire vacciner ou pas. Après, que l'on puisse faire des études aussi sur le suivi de tous les accidents médicaux qui peuvent se produire, pour que l'on puisse en tirer des conclusions au niveau de la fréquence énorme des cancers, de la maladie d'Alzheimer, etc. Il n'y a pas beaucoup de recherche vraiment sur le pourquoi de ces maladies.

M. LACROIX

Merci. Oui, monsieur.

Un participant

Je vais juste faire un petit aparté sur ce qui a été dit tout à l'heure sur le RIC. J'entends les questions et les problématiques que cela soulève, et évidemment je ne veux pas non plus d'un Brexit. Mais je trouve que le gouvernement britannique a eu quand même le courage d'écouter son peuple. C'est-à-dire que la voix du peuple s'est élevée, et ils l'ont écoutée. Ils n'ont pas fait comme nous en 2005 où on a été à l'encontre de la volonté populaire. Cela, c'est ma petite parenthèse.

Par contre derrière, ce qui serait intéressant en France peut-être, c'est d'avoir une éducation populaire. C'est-à-dire à l'école apprendre ce que c'est que la démocratie : comment débattre, comment faire partager ces idées. Cela c'est quelque chose que l'on ne voit pas assez, et je pense que l'éducation en général c'est quelque chose qui est aujourd'hui assez vieux, cela n'a pas été beaucoup repensé. Il y a des gouvernements successifs qui ont essayé de faire des petites réformes : on va changer tel sujet, on va remettre un examen ici, un examen là. Par contre, il n'y a pas de réforme en profondeur de l'éducation. Nous tous ici je pense que tout a débuté par notre éducation scolaire, par notre éducation parentale. Cela, c'est peut-être quelque chose à revoir au niveau de l'école : comment organiser les classes, comment diffuser le savoir. Est-ce que l'on ne peut pas se baser sur des élèves qui passeraient l'information entre les meilleurs qui aideraient peut-être les plus faibles ? Je ne sais pas, c'est une bonne zone je trouve, que j'ouvre.

Un participant

Sur les 36 000 communes en France. On est tous contents d'être autour de notre maire, d'avoir un Conseil municipal. Qu'il y ait des regroupements de services, qu'il y ait de regroupements de petites communes l'une à côté de l'autre (??) limitrophes. Qu'elles se regroupent, c'est leur volonté, elles sont à côté. Mais pardon, arrêtons cette « tarte à la crème » des 36 000 communes. Partageons les services comme les services d'urbanisme. Merci d'avoir dit cela.

M. LACROIX

Merci. Monsieur.

Un participant

Je suis de Lyon. Pour rebondir à ce que dit monsieur : je suis toujours étonné qu'à l'école un bachelier n'ait pas eu de cours de droit. Nul n'est censé ignorer la loi, mais jamais on ne nous l'apprend. Ce serait intéressant de travailler là-dessus.

Un participant

J'ai cru comprendre que le Conseil municipal des jeunes a une Commission environnement. Je ne sais pas si le Conseil municipal « normal » a une Commission environnement.

M. LACROIX

S'il y a des personnes qui ne sont pas intervenues.

Une participante

J'habite à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Je voudrais surtout aborder le problème du choix par rapport au budget. Parce que l'on parle de beaucoup de choses : manger bio, avoir des panneaux solaires sur la maison, etc. Mais ça va quand on a le choix, quand on a les finances. Quand on en a un peu moins, c'est plus compliqué. Quand on voit que dans la plupart de l'alimentation c'est bourré de « E ». Pour ceux qui ne le savent pas, ce sont les conservateurs, toutes ces choses que l'on a au bas prix quand on va au marché, qu'on prend les produits Intermarché par exemple. C'est bourré de ces choses qui sont très mauvaises pour la santé, et cela veut dire quoi ? Les gens qui n'ont pas de sous ils « crèvent » en premier parce qu'ils ont des cancers, ils ont plein de choses, parce que l'on ne peut pas se payer des « trucs » mieux. Manger plus sain, manger mieux, avoir un jardin. Faire ses tomates c'est bien, mais il faut avoir un jardin. Encore une fois, ce n'est pas toujours facile. Après, on peut avoir des petites plantations pour soi, mais enfin, voilà. Je pense qu'il y a aussi une question de choix qui est limitée quand on a un budget plus petit que je ne sais pas, la richesse dont on

parlait tout à l'heure. Nous n'avons pas tous les mêmes moyens, on n'a pas tous la même façon de pouvoir décider pour nous, pour nos enfants, pour nos amis.

Un participant

Je voudrais dire un mot sur La Française des Jeux. Je suis toujours outré de voir qu'il y a des gens qui peuvent gagner 40 millions d'euros, 50 millions d'euros, 170 millions d'euros, alors que même dans ce même tirage on pourrait favoriser une centaine de personnes qui gagneraient 1,7 million d'euros, et qui seraient déjà certainement ravies de gagner cette somme considérable. Est-ce que l'on ne pourrait pas plafonner dans des proportions correctes les gains distribués par La Française des Jeux pour faire en sorte qu'il y ait un beaucoup plus grand nombre de gens – éventuellement par tirage au sort – qui se partageraient la cagnotte. Merci.

Une participante

Simplement, je me fais du souci pour nos grandes acquisitions sociétales en France. Depuis cette dernière décennie, il y a eu des acquisitions importantes et j'entends dire des choses dans certains pays et même en France qui me font un peu peur.

M. LACROIX

Vous pourriez préciser ?

Une participante

Je pense à l'europhobie, je pense au rôle de la Femme, à la maîtrise de son corps. Ces choses-là sont bafouées dans de nombreux pays et même en Europe. J'avoue qu'il faut que l'on soit vigilant là-dessus.

Une participante

J'ai regardé avec intérêt Le Grand Débat sur Internet. J'ai commencé à répondre, je trouve ça très intéressant. Notamment on nous demande sur quels postes dans les services publics on pourrait faire des économies. Impossible de dire sur la justice, le budget est déjà une misère, sur l'école, sur les hôpitaux, sur la santé, etc. Mais s'il y a un budget sur lequel on doit faire des économies, c'est le budget de nos institutions, qui nous coûtent beaucoup trop cher. Cela fait déjà deux mandats que je pensais que nos présidents donneraient l'exemple en commençant à réduire eux-mêmes le train de vie, etc., pour faire accepter par le peuple les difficultés que le peuple connaît aujourd'hui. S'il y a un poste, c'est les indemnités qui sont données au Président de la République après leur départ, et cela, c'est quelque chose d'inadmissible. Nous avons des présidents de la République qui sont de plus en plus jeunes, qui restent cinq ans. Je serais favorable aussi pour que l'on revienne à sept ans, parce que cinq ans, c'est trop court, ça coûte très cher en élection, et on n'a pas le temps effectivement de mettre en application une politique. La cohabitation c'était très bien, mais moi je dis que l'on ne peut plus continuer à payer des indemnités jusqu'à la mort de nos présidents de la République. Ce n'est plus possible. Quand va-t-on arrêter ces avantages, et pas seulement pour les présidents de la République.

M. LACROIX

Merci. Ce sont les dernières questions.

Une participante

J'avais une question qui relève un peu de la transition écologique, c'est l'augmentation de la population mondiale. Je me demande s'il n'y aurait pas quelque chose à faire aussi à ce niveau-là, parce que plus on est nombreux, plus on détruit la planète. C'est un vaste débat.

Brouhaha.

M. LACROIX

Merci. Je vous propose de clore ce Grand Débat national à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

Je tiens à vous remercier pour tous les apports riches en propositions que les uns et les autres ont faits, pour la courtoisie des débats, pour la clarté des présentations. Je crois que nous avons réussi certes à organiser les choses, mais vous y avez adhéré et l'avez rendu possible. Vous avec les uns et les autres, les unes et les autres, gagné le droit de boire quelque chose maintenant.

Applaudissements

Séance levée à 22 h 00.